

Être Touareg au Mali

LES Touareg occupent un espace immense, fondé sur le désert, ancré sur des massifs sahariens — Ahaggar, Aïr et Adrar des Iforas — et débordant sur ses marges septentrionales et méridionales plus arrosées. Au nord, le pays touareg est en contact avec le domaine méditerranéen, alors qu'au sud il pénètre le monde « soudanien » : il constitue un pont entre le Maghreb et l'Afrique noire. Il existe un pays maure à l'ouest et un pays toubou à l'est (teda-daza, selon le nom que les Toubous se donnent eux-mêmes), avec une situation comparable. Dans chacun de ces cas, une population culturellement homogène, majoritaire dans la partie saharienne, tend dans les confins méridionaux à se superposer aux populations paysannes, et aux Peuls partout présents. Les courants migratoires se sont effectués selon des axes méridiens jalonnés de massifs qui ont joué un rôle de refuge et de relais. Mais le domaine des Touareg, contrairement aux deux autres, inscrits pour leur plus grande part en Mauritanie et au Tchad, a été divisé entre de nombreux États et se trouve éclaté entre Libye, Algérie, Mali, Niger et Burkina Faso.

Une culture commune

Les Touareg possèdent une même culture, appartiennent à une même civilisation. Dans chaque État, ils occupent la zone la plus aride, la moins peuplée, souvent la plus difficile d'accès : ils se trouvent presque toujours éloignés de la capitale politique. Les caractères communs de cette civilisation ont trop souvent donné lieu à des stéréotypes qui ont été un écran et un obstacle à sa connaissance. Ces images d'Épinal sont aujourd'hui reprises par les médias

et les sociétés de tourisme : « hommes bleus », et selon les circonstances, « chevaliers du désert », courageux et loyaux, ou « pilliers de caravanes », lâches et fourbes, enfin « hommes de nulle part », c'est-à-dire hommes des grands espaces toujours en mouvement, avec la confusion encore souvent affichée entre errance et nomadisme (1).

Le dénominateur commun majeur est la langue et ceci est si bien perçu au Mali qu'on ne parle guère de Touareg, terme français peu connu de ceux qu'il désigne, mais de *tamasheq*. Les Touareg se rattachent à la grande communauté berbère qui se compose en majorité de paysans réfugiés dans les montagnes (Atlas, Kabylie, Aurès, Nefouza, etc.), dans les oasis (Mzab, Gourara, oued Righ, etc.) et aussi de nomades montagnards (Aït Atta) ; une communauté linguistique qui, d'ouest en est, va des îles Canaries à l'Égypte (Siouah) et, du nord au sud, de la Méditerranée au sud du fleuve Niger. Les Touareg dans cet ensemble constituent les nomades des grands espaces arides : ils possèdent une forte originalité et leurs caractères communs se retrouvent de Djanet à Tahoua. Ils sont les seuls berbérophones à posséder une écriture dont les caractères (*tifinagh*), anciens ou actuels, sont inscrits sur de nombreux rochers sahariens.

On a beaucoup parlé de leur organisation politique dont le modèle en « confédérations », basé sur une hiérarchie sociale rigide, est reproduit dans l'ensemble du domaine touareg avec quelques variantes, ici ou là, dans la part relative de chacune de ces catégories : nobles (*imajeghen*), tributaires (*imghad*), religieux (*ineslemen*), serfs ou anciens serfs (*iklan* ou *Bella* selon la terminologie songhay). Après la conquête, l'administration coloniale, l'indépendance, l'étude des structures politiques et sociales touarègues tient un peu de la reconstitution d'un édifice ruiné dont on ne peut reconnaître que les pans de certains murs : il vaut mieux renvoyer à d'innombrables études qui traitent de ce sujet. Que reste-t-il aujourd'hui de la société touarègue ? Comment est-on touareg ? Tels sont les problèmes majeurs d'une société en pleine mutation, affrontée dans chaque État à un pouvoir qu'elle conteste de plus en plus et à la recherche d'un contrôle plus poussé de l'administration et de la gestion de leur pays. La société touarègue existe encore avec ses hiérarchies, ses chefferies, ses rigidités : les catégories déjà citées, mais aussi les Dahusahak (2) (comment les classer ?), les forgerons et les Bella d'origine servile, possèdent des caractéristiques, des comportements propres. Dans cette société, chacun doit rester à sa place et se conformer au rôle qui lui est dévolu sous peine d'exclusion. Le retour de jeunes partis à l'étranger, devenant souvent chômeurs

(1) E. Bernus, « Les Touareg », *Ethnies*, (6-7), automne 1987, pp. 7-13.

(2) Les Dahusahak sont de riches éleveurs

de la région de Ménaka, majoritaires chez les Iwellemmeden kel Ataram, qui parlent une langue songhay.

(*ishumar* en touareg), ce qui signifie bien qu'ils ne trouvent pas de place à leur mesure, car ils ne reprennent pas les tâches pastorales antérieures, donne une nouvelle dimension à cette société ; cela pose le problème de la réinsertion d'hommes disponibles ayant acquis une vision du monde différente et souvent de nouvelles qualifications.

Particularismes et diversités

Les Touareg maliens ne peuvent être coulés dans un même moule. Par leur histoire, par leurs migrations anciennes, par leurs implantations actuelles, ils se distinguent les uns des autres. Leur économie, qu'elle soit exclusivement pastorale, pastorale et caravannière, ou encore agro-pastorale, varie en fonction de la région où ils vivent. Appartenant à une même civilisation, les Touareg occupent au Mali un espace qui va de la zone saharienne à la zone soudanienne, ils forment un pont qui relie l'Algérie et le Burkina Faso. Le « pays touareg » malien, à l'extrême nord-est, est si éloigné de la capitale, que Niamey est son débouché naturel, en cas de crise, beaucoup plus que Bamako.

L'Adrar des Iforas jouxte l'Algérie et les Kel Adar sont en relations constantes avec leurs parents du Nord. Éleveurs et caravaniers, ils participent au commerce du sel de Taoudeni et se rendent sur les marchés algériens. L'Adrar des Iforas constitue un monde isolé, à part, éloigné de la capitale ; son chef-lieu, Kidal, a été choisi à l'époque coloniale comme siège d'un bagne car l'éloignement, le désert rendent quasiment impossible toute évasion. Il constitue un bastion avancé dans le désert dont sont issus de nombreux groupes touaregs. C'est aussi un haut-lieu de sites anciens, impressionnants par leur nombre et leur importance : ces cités médiévales aux constructions ruinées — habitations, mosquées, cimetières — s'étendent le long de vallées comme Es-Suk (Tademakka), la plus célèbre d'entre elles.

Au nord-est du pays, les Iwellemmeden kel Ataram, « ceux de l'ouest », occupent un vaste territoire qui s'étend jusqu'au fleuve, dont le chef-lieu est Ménaka et qui, à l'est, possède une frontière commune avec le Niger où vivent les Iwellemmeden kel Denneg, « ceux de l'est », leurs parents, qui ont fait sécession au XVIII^e siècle. Éleveurs au nord, agro-pasteurs au sud, ils se déplacent vers les plaines septentrionales au cours de la saison des pluies pour gagner les terres salées recherchées pour leurs troupeaux.

Dans la région de Goundam, de Tombouctou, les Touareg kel Antesar et Tengueraguif vivent aux abords du fleuve et possèdent des droits fonciers sur les terres les plus riches, en complémenta-

rité et parfois en concurrence avec les paysans songhay, avec les Peuls et Rimaïbe, avec les pêcheurs Bozo. Ils ont le bénéfice de rizières et des pâturages irrigués (bourgoutières).

Dans le Gourma, les Touareg pratiquent un élevage extensif et la cueillette de nombreux produits végétaux, en particulier le *fonio* sauvage, c'est-à-dire de nombreuses graminées spontanées dont le ramassage de graines, sur pied ou au sol, compense le manque de mil ou de sorgho qu'ils cultivent peu. Plus au sud encore, aux frontières du Burkina Faso, l'élevage extensif s'accompagne de cultures pluviales, mil essentiellement.

Les Touareg possèdent donc une économie qui varie en fonction de leurs traditions propres et du cadre géographique de leur implantation. Cette diversification qui a parfois pris la forme de mutation, s'est accentuée à la suite de sécheresses qui se sont succédé depuis 1968 : certains ont migré vers les terres plus arrosées du Sud, vers les vallées ou vers les villes pour ceux qui avaient tout perdu.

D'une révolte à l'autre

Les Touareg maliens ont été parmi les premiers à lever l'étendard de la révolte contre l'administration coloniale et à s'opposer par les armes aux militaires français. C'est Firhoun, *amenokal* (chef suprême) des Iwellemmeden kel Ataram, qui incarne cet esprit dès 1914, puis qui cache son jeu jusqu'à son évasion de Gao en février 1916 où il prend la tête de la rébellion. L'affrontement décisif a lieu à Aderambukan en mai 1916 : le campement de Firhoun est attaqué par un détachement puissamment armé et Firhoun ne peut que s'échapper. La révolte est brisée, mais Firhoun incarne le noble guerrier qui a refusé toute compromission.

Le pays touareg du Mali a connu, il y a une quarantaine d'années, des insoumis qui, à titre individuel, se rebellaient contre l'ordre établi de l'administration coloniale : on a fait le récit de l'aventure de Kel Adar qui prenaient le maquis et tenaient en échec l'autorité en mettant à profit leur connaissance d'un pays immense et accidenté. Après l'indépendance, l'administration et l'armée maliennes occupent les chefs-lieux, les cercles et les postes laissés par les administrateurs et les militaires français.

Isolés et loin de tout contrôle, les nouveaux chefs de poste font parfois subir de nombreuses vexations aux Touareg qu'ils administrent, et abusent souvent de leur pouvoir. Peu à peu, « *cette présence militaro-administrative est ressentie comme une occupation* » (3).

(3) Ag Bay et R. Bellil, « Une société *Awal*, Cahiers d'études berbères, 2, 1986, tourégue en crise : les Kel Adar du Mali », pp. 49-95.

Les Touareg, à partir de janvier 1963 effectuent des coups de main dans le nord de l'Adrar, à Kidal et dans de nombreux points et s'emparent d'armes et de chameaux. Une guerre de mouvement s'installe et les accrochages se succèdent. L'armée, avec des équipements modernes et en particulier des chars, l'emporte sur ces guerriers qui mènent une guerre à l'ancienne. Les Kel Adar qui ne s'étaient pas opposés à la pénétration coloniale, contrairement à leurs voisins Kel Ataram de Ménaka qui avaient alors (1916) perdu la majorité de leurs guerriers, se dressent cinquante ans plus tard contre ces représentants de l'État venus du Sud, qui se comportent comme en pays conquis. En septembre 1964, ces guerriers déposent les armes : la révolte a duré plus d'un an et demi.

Les Kel Adar se retrouvent appauvris, une grande partie de leurs troupeaux ayant été détruits par l'armée et vaincus. Ils ont subi une répression impitoyable par une armée mal à l'aise dans ce pays lointain. Les hostilités se sont arrêtées, mais le fossé s'est creusé : la région de Kidal reste une zone dangereuse, interdite aux touristes. Les fonctionnaires maliens qui sont nommés dans la région se considèrent comme punis, en exil.

De 1964 à 1969, les pluies sont abondantes et la zone touarègue bénéficie de pâturages et de récoltes satisfaisantes. Les Kel Adar commencent à reconstituer leurs troupeaux, mais à partir de 1969 une sécheresse s'installe sur toute la zone sahélienne et les années 1972 et 1973 connaissent des déficits pluviométriques records. La chute brutale des ressources fourragères provoque la mort de beaucoup d'animaux et oblige beaucoup de Touareg à quitter leur pays : c'est un exode dans toutes les directions.

Vers le sud, ils convergent vers Niamey où ils sont regroupés dans le quartier du « Lazaret » ; certains poursuivent leur route jusqu'à Kano. Vers l'est, d'autres gagnent Agadez. Vers le nord, ils se dirigent vers Tamanrasset et Reggan. Les réfugiés de Niamey sont rapatriés en 1974 par les camions de l'armée malienne. Par contre, ceux qui ont fui en Algérie s'installent à Tamanrasset, à Reggan, à Adrar : Tamanrasset devient un relais vers la Libye qui attire de plus en plus les jeunes du Mali et du Niger, grâce à sa richesse née du pétrole (4).

Le Nord en feu

A nouveau ouvert aux touristes, l'Adrar des Iforas perd son caractère de massif proscrit : désormais les voyageurs venus du Nord

(4) Cf. H. Claudot-Hawad (sous la resp. de), « Touaregs. Exil et résistance », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, Aix-en-Provence, 57, 1990 et A. Bourgeot,

« Identité touarègue : de l'aristocratie à la révolution », *Études rurales*, n° 120, oct.-déc. 1990, pp. 129-162.

peuvent visiter une région riche en paysages superbes et en ruines grandioses. Et pourtant c'est dans la région de Gao, dans les cercles de Ménaka et de Kidal que la révolte va à nouveau gronder et cette fois menée par des jeunes hommes sachant se battre en Toyota, la Kalachnikov à la main, aguerris aux techniques modernes tout en ayant conservé une connaissance parfaite du terrain.

L'étincelle qui va mettre le feu aux poudres se produit au Niger, à Tchinn Tabaraden, en mai 1990 : attaque d'une gendarmerie et répression brutale et aveugle par l'armée, bien que le nombre de victimes n'ait jamais été connu avec précision. A partir de juillet 1990 et après la mort du chef de poste de Ménaka tué au cours d'un coup de main mené pour libérer des prisonniers, le pays touareg malien entre en révolte et l'Adrar des Iforas devient le cœur de la rébellion. L'armée tente en vain de rétablir l'ordre et de réduire les « rebelles » par la force et de très durs combats se déroulent dans l'Adrar, des postes administratifs sont pris d'assaut, des convois militaires attaqués, souvent détruits, des zones « libérées » : au cours de l'été 1990 des reporters français, dont Raymond Depardon, peuvent rendre visite au chef de la révolte, Iyad ag Ghali, via l'Algérie, à la grande fureur des autorités maliennes. Devant ces ennemis insaisissables qui connaissent le pays dans ses moindres détails, l'armée apeurée se livre à des massacres dans des campements occupés seulement de femmes, d'enfants et de vieillards, comme pour se venger de son impuissance. Des civils sont fusillés publiquement à Gao, Kidal, Ménaka. Le gouvernement oppose un démenti formel aux accusations de fusillades et de massacres faites par Amnesty International. Les autorités, jusqu'à la fin de 1990, traitent les rebelles de « bandits de grands chemins », armés par l'étranger, principalement par la Libye. Au cours de négociations, les chefs traditionnels sont les émissaires du gouvernement pour tenter d'arriver à un compromis. Deux positions inconciliables sont en présence : celle d'un État dirigé par des militaires qui n'accepte pas que son autorité soit bafouée et une communauté qui réclame de choisir elle-même son avenir dans le domaine économique, social, culturel et qui ne veut plus tout attendre de l'aide humanitaire internationale.

En 1991, le gouvernement tempère son intransigeance et, à Tamanrasset, sont signés le 6 janvier « les accords de paix » qui mettent fin aux hostilités. Les « bandits de grands chemins » sont devenus des interlocuteurs officiels et le « Mouvement populaire de l'Azaouad » et son chef sont reconnus par le gouvernement. Ces accords sont signés par le chef d'état-major des Armées et Iyad ag Ghali, en présence du ministre algérien de l'Intérieur. Le gouvernement accepte la fin des opérations militaires car, devant les mouvements de plus en plus violents des étudiants et des syndicats à Bamako, il veut fermer le front du Nord : les tensions de la capitale monopolisent son énergie.

La chute de Moussa Traoré donnait l'espoir d'un règlement

rapide du problème touareg : cependant, contre toute attente, la rébellion reprend, des attaques se multiplient et, en retour, les habitations et les commerces des Touareg et bientôt des Maures sont pillés à Gao, à Tombouctou et dans bien d'autres villes. La rébellion qui était confinée dans le Nord-Est du pays, dans les arrondissements de Ménaka et de Kidal, s'étend à tout le Nord, de la frontière nigérienne à la frontière mauritanienne. Dès lors, une césure s'opère entre le monde arabo-berbère et le reste du pays. Le Mali devient un peu comme le négatif de la Mauritanie, avec une majorité noire de plus en plus hostile à une minorité blanche. Les mouvements touareg se multiplient et il est de plus en plus difficile de négocier avec les rebelles, car il existe bien souvent une tendance qui refuse de se réunir autour d'une table, ce qui rend ainsi caduc tout accord. Des réfugiés de plus en plus nombreux sont regroupés dans le Sud algérien et en Mauritanie.

LE PACTE NATIONAL

Le pacte national a été signé le 11 avril à Bamako entre le gouvernement et le bureau de coordination des mouvements et fronts unifiés de l'Azaouad à la suite de négociations menées à Alger sous la médiation de l'Algérie. Outre le ministre algérien des Affaires étrangères, deux personnalités ont joué un rôle important dans ces négociations : MM. Ahmed Baba Miské, mauritanien, directeur des PMA à l'Unesco, et Edgar Pisani, président de l'Institut du monde arabe et ancien chargé de mission à l'Élysée.

Le pacte national est un long document de 86 articles qui détermine les modalités du cessez-le-feu et organise un statut particulier pour le Nord du Mali.

Après le cessez-le-feu, il sera procédé à l'intégration « sur une base individuelle, volontaire et selon les critères de compétence » combattants de l'Azaouad dans les différents corps en uniforme de l'État. Des unités spéciales des forces armées (mises sur pied pour une année) et un corps de sécurité intérieure seront chargées du maintien de l'ordre. Sont prévus également un allègement substantiel des forces armées dans le Nord et le rapatriement des personnes déplacées. Une commission de cessez-le-feu, présidée par le médiateur algérien sera chargée de veiller à l'exécution de l'accord. En outre une commission indépendante d'enquête composée de représentants des deux parties et d'experts étrangers aura une mission d'investigation sur les événements et devra évaluer les dommages et réparations dus aux victimes.

Le statut particulier du Nord qui s'appliquera aux 6^e, 7^e et 8^e régions (Tombouctou, Gao et Kidal), établit ainsi la liste des collectivités locales : régions, communes, arrondissements et cercles. Chacune de ces collectivités est dotée d'une Assemblée élue et d'un Exécutif. Un représentant de l'État siègera auprès de chaque région. En outre est instituée une Assemblée inter-régionale, dotée d'un secrétariat permanent.

Ces Assemblées sont compétentes pour :

- organiser la vie communautaire urbaine et rurale ;
- définir et promouvoir les programmes de développement économique, social ou culturel qu'elles désirent ;
- assurer le maintien de l'ordre ;
- participer à la sécurité de la région et de la nation ;
- organiser les échanges et actions de complémentarité entre les collectivités du Nord et le reste du pays.

En outre un Fonds de développement et un Fonds d'indemnisation sont créés et un programme de développement du Nord du Mali sera arrêté pour les 10 ans à venir.

En dépit de ces difficultés, et grâce à la médiation du gouvernement algérien, grâce aussi à la mission d'Ahmed Baba Miské et E. Pisani, un pacte national a été signé le 11 avril 1992 à Bamako entre le gouvernement et le bureau de coordination des mouvements et fronts unifiés de l'Azaouad.

Un grand espoir est né de cet accord et de l'élection à la présidence de la République d'Alpha Oumar Konaré : cet espoir cependant reste suspendu à la ferme application des termes du pacte. A ce jour, plusieurs attaques et des répressions souvent aveugles provoquent l'inquiétude. Les représailles de la gendarmerie en mai dernier à Gossi — des Touareg responsables des projets de l'Église norvégienne ont été fusillés — font craindre le pire : ces hommes remarquables, estimés de tous, otages anonymes dont le seul tort est d'être touareg, disparaissent au moment même où le Mali a le plus besoin d'eux. La grande interrogation reste de savoir si le gouvernement pourra maîtriser son armée, parfois avide de revanche, et si des attaques incontrôlées qu'on attribuera selon les circonstances, au banditisme ou à une action politique, prendront fin. Le temps permettra-t-il de cicatriser les plaies et de voir se combler cette fracture entre le monde arabo-berbère et le monde soudanien et cesser cette abominable spirale de la violence ?

En janvier 1992, au Niger, des postes administratifs et militaires sont attaqués par des Touareg se réclamant d'un « Front de libération de l'Aïr et de l'Azaouagh » : il y a quelques morts et des prises d'otages. Le gouvernement, pour la première fois, fait état d'une rébellion touarègue. Au Niger comme au Mali des mouvements s'organisent qui défient l'État : dès lors, l'enchaînement de coups de main et d'une répression aveugle ne peut que se développer. Le problème touareg ne peut être abordé que globalement, mais on peut craindre que les États adoptent une politique concertée de répression un peu comme les polices s'entendent pour réprimer le banditisme. Il faut, au contraire, chercher en commun les solutions qui permettent aux Touareg, dans le cadre de chaque État, d'être de plus en plus associés à la gestion de leur pays.

Il est cependant indispensable de garder constamment à l'esprit que la société touarègue est en pleine mutation et que ces révoltes nivellent les hiérarchies sans pour autant les abolir. Les nobles-guerriers ne sont pas forcément à la tête des combattants : de nouvelles élites se dégagent et, après avoir parcouru le monde, prennent la tête de ces mouvements de résistance. Comment utiliser, dans la paix et pour le développement du pays touareg, toutes ces énergies qui aujourd'hui incarnent la résistance armée ? C'est le pari qui est en jeu.

Edmond Bernus
ORSTOM